Cahier de doléances du Tiers État de Baudreville (Manche)

Remontrances que propose la députation de la paroisse de Baudreville, au bailliage de Valognes.

Assurés par la témoignage de Sa Majesté, de sa confiance qui veut bien demander à ses États généraux, conformément à son règlement du 24 janvier dernier, la reconnaissance nous prescrit de choisir des âmes vertueuses pour y répondre dignement, qui balancent l'équilibre entre le roy et sa nation et l'harmonie qui doit régner entre les trois ordres de son royaume, travaillant par leurs avis et remontrances à réparer les désastres des finances, proposent des moyens sages dans l'administration, apportant des remèdes aux abus introduits dans le royaume ; ainsi pour répondre aux vues bienfaisantes de Sa Majesté, il nous paraît intéressant de choisir des hommes sages et sans préjugés, qui n'écoutent que la voix de la conscience.

Nous pensons qu'il serait intéressant pour les États de supplier Sa Majesté d'accorder des pouvoirs assez étendus pour concourir à l'avantage du prince ; qu'on est toujours persuadé que le roi voudra bien écouter nos représentations, nous prenons la liberté de lui représenter qu'il serait avantageux aux États généraux : 1° de connaître la dette nationale ; 2° de connaître l'état liquide de toute charge ; 3° ses charges et sa dépense.

Nous pensons qu'on pourrait supplier Sa Majesté de nous accorder une cotisation d'impôts pour la province, sous une seule dénomination ; ou plutôt la province qui doit connaître ses forces pourrait offrir au roi son tribut annuel, une certaine proportion de ses forces et des charges du royaume ; la province aviserait aux moyens de sa régie, aurait la liberté de s'imposer elle-même, de supprimer les receveurs des finances, et s'occuperait à réformer les abus contraires aux vues bienfaisantes du roi et à l'ordre public ; pourquoi nous osons présenter les articles suivants:

Article 1^{er}. Les membres des États généraux supplient Sa Majesté de leur accorder un pouvoir assez étendu pour régler l'administration des finances, de la justice et la réforme des abus.

Art. 2. La province de Normandie sollicite ses États provinciaux qu'elle a eus pendant plus de trois siècles, modèle sur ceux du Dauphiné, c'est-à-dire que le tiers état soit en nombre égal aux ordres privilégiés, et que les suffrages soient comptés par tête et non par ordre.

Art. 3. Qu'il n'y ait qu'une seule et même imposition, qu'une seule perception territoriale, sur tous les biens fonds indistinctement, privilégiés ou non privilégiés, nobles, ecclésiastiques ou roturiers, rentes seigneuriales et foncières.

Chaque municipalité n'aurait qu'un registre et serait tenue de verser le recouvrement de ses fonds sans frais à l'élection voisine, dont il passerait sans diminution au trésor royal.

Art. 4. La gabelle sera modérée, et le prix du sel sera réglé à un prix équivalent aux prix de la ferme de cet article. L'impôt de cette partie afflige la meilleure partie du royaume ; ces abus que nous trouvons dans la régie et dans le mal qu'ils occasionnent au royaume. On peut porter cette régie au moins à trente millions par an, et les sels du quart-bouillon consomment le produit de nos forêts. Nous pensons que cette denrée qui serait d'un médiocre prix dans son premier achat étant portée à un certain prix réglé par les États, on pourrait indemniser le roi et lui fournir un produit équivalent au montant de la ferme de ces articles pour l'exécution de ses projets. Au lieu d'entretenir une légion fourmillante d'employés dans les formes accoutumées, de commettre des abus indignes et révoltants et méritant l'indignation publique, on pourrait leur substituer de vieux invalides militaires auxquels le roi accorde la solde pour leur subsistance, et auxquels on pourrait augmenter pour s'acquitter dignement de cette fonction. Il nous paraît encore fort inutile d'entretenir dans le centre du royaume des hommes qui ne doivent être occupés qu'à veiller sur les frontières du royaume.

Art. 5. Nous demandons la suppression des dîmes en accordant les curés du royaume une pension honnête et suffisante.

Art. 6. Nous demandons que si les États généraux conviennent à continuer les dîmes, qu'elles soient réglées d'une manière certaine, particulièrement les dîmes insolites, et qu'elles soient payées conformément à l'arrêt du Parlement de 1784.

Art. 7. Nous demandons que tous les baux des privilégiés soient assujettis à l'impôt, sans privilèges.

Art. 8. Nous demandons que la reconstruction du logement des curés et entretien, ainsi que celui des sacristies, soient à la charge des décimateurs.

Art. 9. Nous demandons la suppression des déports ; c'est un usage abusif et révoltant, qui ne se passe qu'en Normandie [et qui laisse] une paroisse qui change de curé sans secours et sans aumônes pendant trois années.

Art. 10. Nous demandons la suppression des dîmes accordées à ces MM. abbés, religieux et communautés, qui possèdent en partie les deux tiers des dîmes et grandes rentes dans les paroisses et que lesdits revenus passent tout le bien de l'État, à qui l'on suppose des trésors immenses.

Art. 11 . Nous demandons que chaque citoyen honnête homme aura la liberté d'avoir un fusil dans sa maison pour sa sauvegarde.

Art. 12. Nous demandons qu'à la mort d'un chef de famille qui laisse des enfants en bas âge , que leurs biens soient régis par douze parents autorisés à cet effet par ordonnance de Sa Majesté, sans aucune affaire judiciaire, parce que, dans la plupart du tiers état, très souvent il n'y a point pour payer les frais.

Fait et arrêté double en l'assemblée des communs habitants de la paroisse de Baudreville dûment convoquée, conformément aux ordres de Sa Majesté, lesquels habitants et communs ont signé le présent après lecture faite, ce 1^{er} de mars de l'année 1789.